

"Va-t-en!" : Accueil de réfugiés et naissance du mythe de la "Terre d'Asile" en Suisse [Thomas Busset]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 1

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Nutzungsbedingungen

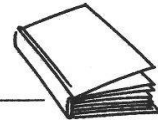
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



THOMAS BUSSET

«VA-T-EN!»

ACCUEIL DE RÉFUGIÉS ET NAISSANCE DU MYTHE DE LA «TERRE D'ASILE» EN SUISSE

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES NO 15
(SOUS LA DIRECTION DU PROF. H.-U. JOST), LAU-
SANNE 1994, 108 P., FS 18.-

Retracer l'apparition de la formule «Suisse, terre d'asile», analyser sa fonction de légitimation et son rôle mystificateur ne seraient pas inutiles. Malheureusement, disons-le d'emblée, ce petit ouvrage, issu d'un mémoire de licence en lettres de l'Université de Lausanne, ne tient pas les promesses de son titre. Son champ, par son ampleur, dépassait de beaucoup ce qu'on peut attendre d'un travail d'étudiant. L'auteur paraît d'ailleurs s'en être rendu compte, ici ou là, mais sans doute était-il difficile, une fois lancé, de changer l'orientation du mémoire. En revanche, après son achèvement, en 1989, il aurait fallu, si l'on envisageait une publication, se limiter à une période, à quelques thèmes, les approfondir en dépouillant l'ensemble de la littérature nécessaire et surtout recourir aux sources, de façon à apporter à l'historiographie une contribution d'apparence plus modeste mais solide et valable.

La difficulté, avec un tel sujet, c'est qu'il a été effleuré, abordé ou traité en quantité d'études, et cela sous les angles les plus divers. Et pourtant, plus on avance dans le dépouillement de cette immense documentation, plus on prend conscience de ses lacunes, de ses interprétations restrictives, de ses présupposés idéologiques. De cela l'auteur s'est bien rendu compte, même s'il est loin d'avoir tout vu et a négligé des travaux importants pour son propos. Malheureusement, il n'en a pas tiré la conclusion qui s'imposait: celle d'un

retour systématique aux sources, condition nécessaire pour tout travail novateur (d'autant plus que celles-ci sont encore largement inexploitées). Aussi en est-il trop souvent réduit à opposer ses propres présupposés idéologiques à ceux de ses prédécesseurs en bricolant, à partir d'un stock de citations, un assemblage d'éléments disparates, séparés de leur contexte. C'est ainsi qu'il estime que son travail n'a «de sens que dans la mesure où il parvient à montrer qu'à long terme il y a bien continuité dans le changement». Privilégier ainsi une continuité affirmée avant d'être démontrée conduit à renoncer à une véritable périodisation et à la nécessaire différenciation entre réfugiés. Pourtant l'opinion publique, l'attitude des autorités n'étaient pas les mêmes en 1820, 1848/49, 1853 et 1871, par exemple; à une même époque, elles ont varié suivant les lieux et en fonction des différentes catégories de fugitifs. Quand, pourquoi, sous l'influence de quels facteurs, en recourant à quelle légitimation se sont-elles modifiées, telles sont les questions que devrait se poser un historien.

A l'absence de périodisation correspond le danger d'anachronisme, particulièrement sensible dans le chapitre II.3 où l'auteur entend montrer qu'à partir de 1843, l'apparition du mouvement ouvrier aurait «des répercussions majeures sur l'attitude de la Suisse face aux réfugiés politiques» (p. 73), car on va imputer le communisme et le socialisme aux étrangers. Il se fonde essentiellement sur le rapport Bluntschli et sur le roman de J. Gotthelf, *Les aventures de Jacob, le compagnon...* Curieusement d'ailleurs, s'il les cite longuement, c'est dans leur texte original allemand, semblant ignorer les traductions françaises qui en avaient été faites aussitôt, très significativement. C'est oublier qu'à l'époque le communisme n'est encore qu'«un spectre qui hante l'Europe» et auquel on recourt

pour discréditer un adversaire. A travers Weitling, c'est J. Froebel bien plus que le communisme qui était visé. Quant au pauvre Jacob de Gotthelf, si, au cours de ses pérégrinations, il s'enfonce dans la déchéance, c'est surtout à cause de ses fréquentations radicales. Et quand il en atteint le dernier degré, à Genève, cette sentine de tous les vices, c'est au cours de l'émeute radicale de février 1843 qu'il reçoit la salutaire blessure qui lui fera retrouver la foi. Le communisme, pour l'écrivain comme pour beaucoup de conservateurs, n'est que la logique du radicalisme qui lui fraye la voie. C'est ce dernier l'ennemi principal et non le communisme dont on agite l'épouvantail.

Ecrire que les mesures répressives à l'égard des sociétés ouvrières allemandes en 1850 montrent le souci qu'a le Conseil fédéral d'«étouffer dans l'oeuf toute expression de revendication sociale» (p. 79) constitue un autre anachronisme. Les préoccupations du gouvernement étaient bien plus immédiates: il s'agissait, d'une part, de donner satisfaction aux puissances voisines et, de l'autre, de rallier les dissidences provoquées par cette politique au sein du camp radical en agitant la menace de subversion sociale.

Dernier élément de «démonstration», lui aussi détaché de son contexte: le rapport du Conseil des Etats sur la gestion de 1878, qui relève que les réfugiés ne sont plus ceux d'autrefois qui s'en prenaient à la forme des gouvernements, tandis que désormais ils mettent en question les bases mêmes de l'Etat et de la société, s'attaquant à la propriété. Aussi sont-ils de ce fait les ennemis de la Confédération qui doit envisager de ne plus leur accorder l'asile. Le texte est certes intéressant, mais pour l'apprécier correctement, il faudrait rappeler qu'une argumentation identique apparaissait déjà, huit ans auparavant, dans la fameuse Circulaire de Jules Favre, à laquelle le

Conseil fédéral avait opposé une fin de non-recevoir; que, quatre mois après le rapport du Conseil des Etats, les sociaux-démocrates allemands réfugiés à Zurich y commençaient la publication de leur journal, diffusé clandestinement dans toute l'Allemagne, à la grande fureur de Bismarck, qu'ils la poursuivirent huit ans et demi durant, avant que l'expulsion de Bernstein et de ses trois amis n'y mette fin. Le rappel de ces deux éléments (il y en aurait d'autres) montre que le rapport de 1879 n'a certainement pas la portée que lui attribue Busset. C'est une nouvelle attitude qui se dessine, mais il faudra encore bien des années et d'autres expériences pour qu'elle prenne le dessus.

Autre point qui mériterait une ample discussion: le rôle de la tradition d'asile dans la formation d'un sentiment et d'une identité nationaux. Là aussi, les éléments réunis par l'auteur ne manquent pas d'intérêt en eux-mêmes, mais ils ne sont pas le résultat d'une collecte méthodique et systématique, ce qui empêche d'en arriver à une véritable reconstruction.

Marc Vuilleumier (Genève)

KARL SCHWAAR
ISOLATION UND INTEGRATION
ARBEITERBEWEGUNG UND
ARBEITERBEWEGUNGSKULTUR IN
DER SCHWEIZ 1920–1960

HELBING & LICHTENHAHN, BASEL/FRANKFURT 1993,
 305 P., FR. 68.–

Dans un paysage historiographique suisse passablement clairsemé en ce qui concerne le mouvement ouvrier au-delà des années 1930, la thèse de K. Schwaar, élaborée dans le cadre du programme de recherche n° 21 du FNRS (*Pluralité culturelle et identité nationale*), vient utilement combler quelques lacunes. En effet, en couvrant la période allant de